



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Aide-mémoire

FINANCEMENT DES ACTIVITES SIDA

Nouvelles estimations concernant les besoins en ressources

- Lorsque l'ONUSIDA a été créé en 1996, les dépenses consacrées au SIDA dans les pays à faible et moyen revenus se montaient à 300 millions de dollars, mais grâce à l'augmentation des ressources observée aujourd'hui, ce sont près de 5 milliards de dollars qui sont disponibles pour combattre le SIDA dans le monde en développement, soit une multiplication des fonds par 15. Malgré des progrès récents considérables dans ce domaine, le financement couvre moins de la moitié des besoins.
- De nouvelles estimations mondiales, validées par des experts dans 78 pays, montrent que pour parvenir à des ripostes au SIDA efficaces partout dans le monde, il faudra 12 milliards de dollars d'ici à 2005. En 2007, ce montant passera à 20 milliards.
- Ces 20 milliards de dollars se répartissent comme suit : 10 milliards de dollars pour les services de prévention, 7 milliards pour la prise en charge et les traitements, 2 milliards pour le soutien aux orphelins et 1 milliard pour les politiques, le plaidoyer et l'administration.
- Les 20 milliards de dollars en 2007 permettraient de fournir des antirétroviraux à un peu plus de 6 millions de personnes (plus de 4 millions en Afrique subsaharienne), d'aider 22 millions d'orphelins et d'offrir des services de conseil et de test volontaires à 100 millions d'adultes, une éducation sur le SIDA dans les écoles à 900 millions d'élèves et des services de conseil par les pairs à 60 millions de jeunes non scolarisés.
- Environ 43% de ces ressources seront nécessaires en Afrique subsaharienne, 28% en Asie, 17% en Amérique latine et aux Caraïbes, 9% en Europe orientale et 1% en Afrique du Nord et au Proche-Orient.
- En Afrique subsaharienne, 38% des ressources devront aller à la prise en charge et au traitement du VIH, 35% à la prévention, 22% au soutien des orphelins et 5% à d'autres coûts programmatiques, notamment les politiques, le plaidoyer et l'administration.
- Dans d'autres régions, cette répartition est très différente, car l'Asie aura besoin de 77% des fonds pour la prévention et l'Amérique latine devra consacrer 62% aux traitements.
- Parmi les pays dont les besoins en ressources sont les plus importants se trouvent les grands pays connaissant des niveaux élevés de prévalence du VIH (Afrique du Sud, Nigéria et Ethiopie), ceux dont la prévalence du VIH est moins élevée, mais qui comptent des populations très nombreuses (Chine, Fédération de Russie et Inde), et ceux qui ont des taux de couverture élevés (Brésil).

Amélioration de la méthodologie à l'échelon pays

- Entre janvier 2002 et avril 2004, l'ONUSIDA a organisé, en partenariat avec le Futures Group et avec l'appui de la Banque interaméricaine de Développement, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de Développement, neuf ateliers régionaux et sous-régionaux destinés à former des équipes nationales aux méthodologies et modèles utilisés pour estimer les besoins en ressources. Pour la première fois, les estimations révisées reflètent les données recueillies auprès de 78 pays, dont un grand nombre sont en première ligne de l'épidémie de SIDA.

Les estimations tiennent compte des facteurs suivants qui ne figuraient pas dans les estimations de 2001:

- sécurité des injections médicales
- précautions universelles pour les agents de santé (gants, blouses, masques)
- prophylaxie après exposition
- élargissement des services de dépistage du VIH (qui font cruellement défaut dans nombre de pays en développement)
- besoins de services complets pour encadrer la distribution des médicaments antirétroviraux, dans les domaines notamment de la nutrition, du conseil à l'échelon communautaire et du suivi de l'observance des traitements
- expansion des services de prévention aux migrants, détenus et personnes vivant avec le VIH.

Comblant le déficit

- Pour combler le déficit de financement des actions SIDA, les allocations budgétaires des pays à faible et moyen revenus devront augmenter, mais une proportion importante des fonds devront provenir de sources internationales (jusqu'à 80% en Afrique subsaharienne et certaines parties d'Asie).
- Le déficit de financement ne pourra pas être comblé par une seule source. Bien d'autres donateurs devront apporter des contributions importantes si nous voulons sauver les millions de vies menacées par le SIDA.
- Un grand nombre de gouvernements nationaux, donateurs, fondations et entreprises commerciales ont accru leur financement aux programmes de lutte contre le SIDA. En 2003, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme avait approuvé 227 subventions à hauteur de 2,1 milliards de dollars dans 124 pays et avait déjà décaissé 232 millions de dollars. Quelque 60% de ces fonds vont à des programmes sur le SIDA.
- La Banque mondiale, par l'intermédiaire de son Programme plurinational de lutte contre le SIDA, a accordé pour un milliard de dollars de subventions ou de prêts sans intérêt aux pays d'Afrique subsaharienne à l'appui de leurs programmes SIDA, et 155 millions de dollars aux Caraïbes.
- Au début de 2003, le Programme d'aide d'urgence du Président des Etats-Unis en matière de lutte contre le SIDA a proposé que les Etats-Unis engagent 15 milliards de dollars sur une période de cinq ans allant jusqu'à 2008 pour lutter contre le SIDA. Le Gouvernement américain a commencé à décaisser des fonds dans 14 pays en 2004 et alloué 2,4 milliards de dollars pendant la première année. Le Président Bush a demandé 2,8 milliards pour 2005.
- Les dépenses intérieures consacrées au SIDA ont augmenté de manière spectaculaire dans de nombreux pays, même parmi les plus pauvres. L'ONUSIDA estime que le total des dépenses gouvernementales intérieures en 2002 pour les programmes de lutte contre le SIDA, dans 58 pays à faible et moyen revenus ayant fourni des données sur trois ans, se montait à 995 millions de dollars environ, soit le double des montants documentés en 1999.

- L'Afrique du Sud, qui compte le plus grand nombre de personnes séropositives dans le monde, a augmenté les fonds SIDA du budget national pour 2003-2004 de 86% par rapport à l'année fiscale précédente.
- Mais les pays à faible revenu et même ceux qui ont un revenu intermédiaire, ont de la peine à augmenter leurs dépenses intérieures au niveau requis, ce qui entraîne souvent un manque de suivi dans la riposte, notamment dans les programmes de traitement. L'impact à long terme de ces actions sporadiques peut avoir des effets dévastateurs.

Allègement de la dette

- Plus d'un tiers des personnes séropositives dans le monde – soit 14 millions – vivent dans des pays considérés par la Banque mondiale comme fortement endettés. En 2002, les 42 pays les plus pauvres et les plus endettés – dont 34 en Afrique subsaharienne – devaient ensemble 213 milliards de dollars.
- Réduire le fardeau de la dette des pays pauvres permettrait d'élargir la riposte au SIDA là où les besoins sont les plus grands. Mais l'allègement de la dette ne pourra jouer un rôle réellement utile dans la réduction du déficit de financement des programmes SIDA que s'il est réellement complémentaire aux montants existants de l'aide internationale.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à Dominique De Santis, ONUSIDA, Genève, tél. +41 22 791 4509 ou portable (+41 79) 254 6803, ou Abby Spring, ONUSIDA, Genève, tél. +41 22 791 4577 ou portable (+41 79) 308 9861 ou Michel Aublanc, Paris, tél. (+33 1) 69 286 286, ou portable: (+33) 608719795. Vous pouvez aussi consulter le site web de l'ONUSIDA, www.unaids.org, pour obtenir des renseignements supplémentaires.